

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :  
"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 76.20.00 email : journalofficiel@gov.fr  
Ceux-ci sont payables d'avance, mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications officielles" à Libreville  
Compte courant postal N° 0101 100 2534, centre de Libreville.

### SOMMAIRE

#### ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

##### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n°638/PR/MTEPS du 30 août 2010 portant institution et organisation de l'Inspection Spéciale du Travail chargée du Secteur Forestier.....2

Décret n°0699/PM du 19 octobre 2010 portant mise en place d'une administration provisoire de la société SIFRIGAB.....2

Décret n°0702/PR/MTEPS du 21 octobre 2010 portant institution et organisation de l'Inspection Spéciale du Travail chargée du Secteur Pétrolier.....3

Décret n°0738/PR/MBCPRE du 26 octobre 2010 portant modification de l'organisation de la Direction Centrale des Affaires Financières à la Présidence de la République, à la Primature et dans les Ministères.....4

##### PRIMATURE

Arrêté n°00549/PM/MT du 25 août 2010 portant création,

attributions et organisation d'une Cellule Technique Interministérielle de pilotage du projet de création d'une compagnie aérienne nationale.....5

Arrêté n°00809/PM du 15 octobre 2010 portant création et fonctionnement du Guichet Unique Spécial des Marchés Publics.....6

Arrêté n°00810/PM du 18 octobre 2010 portant création, attributions et organisation de la Coordination Générale du Forum National sur le Foncier au Gabon.....7

Arrêté n°00826/PM du 26 octobre 2010 portant nomination du Secrétaire Permanent du Comité chargé du suivi des recommandations des négociations entre le Gouvernement et l'Organisation Nationale des Employés du Pétrole (ONEP)...8

##### ACTES EN ABREGE

Avis d'Affichage.....8

**ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE****PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**

*Décret n°638/PR/MTEPS du 30 août 2010 portant institution et organisation de l'Inspection Spéciale du Travail chargée du Secteur Forestier*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°0804/PR du 19 octobre 2009 fixant la composition du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°20/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat ;

Vu la loi n°1/2005 du 4 février 2005 portant Statut Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°8/91 du 26 septembre 1991 portant Statut Général des Fonctionnaires, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n° 3/94 du 21 novembre 1994 portant Code du Travail en République Gabonaise, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°14/2005 du 8 août 2005 portant Code de Déontologie de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°6/75 du 25 novembre 1975 portant Code de Sécurité Sociale ;

Vu le décret n°00221/PR/MTE du 6 février 1984 portant attributions et organisation du Ministère du Travail et de l'Emploi ;

Vu le décret n°001189/PR/MRH du 9 août 1982 fixant les attributions et l'organisation du Ministère des Ressources Humaines ;

Vu le décret n°1113/PR/MSSBE du 9 août 1982 fixant les attributions et l'organisation du Ministère de la Sécurité Sociale et du Bien-être ;

Vu le décret n°000741/PR/MTE/MEFBP du 22 septembre 2005 fixant les modalités de répression des infractions en matière d'emploi, de sécurité et de santé au travail ainsi que de sécurité sociale ;

Le Conseil d'Etat consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret, pris en application des dispositions de l'article 230 de la loi n°3/94 du 21 novembre 1994 susvisée, porte institution et organisation de l'Inspection Spéciale du Travail chargée du Secteur Forestier.

**Article 2** : Il est institué, au sein de la Direction Générale du Travail, de la Main-d'œuvre et de l'Emploi, une Inspection Spéciale du Travail chargée du Secteur Forestier.

**Article 3** : L'Inspection Spéciale du Travail chargée du Secteur Forestier assure dans ce secteur, les missions dévolues

aux Inspections du Travail par les textes en vigueur. A ce titre, elle est notamment chargée de porter à l'attention des services compétents du Ministère du Travail les dérives et tous autres manquements observés dans le secteur.

**Article 4** : L'Inspection Spéciale du Travail chargée du Secteur Forestier est placée sous l'autorité de l'Inspecteur Spécial du Travail nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé du Travail, parmi les Inspecteurs Principaux du Travail justifiant d'une ancienneté de 5 ans au moins.

L'Inspecteur Spécial du Travail chargé du Secteur Forestier est assisté d'un Inspecteur Spécial Adjoint nommé dans les mêmes formes et conditions.

Ils ont respectivement rang et prérogatives de Directeur et Directeur Adjoint d'Administration Centrale.

**Article 5** : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application du présent décret.

**Article 6** : Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 30 août 2010

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement*  
Paul BIYOGHE MBA

*Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Prévoyance Sociale*  
Maxime NGOZO ISSOUNDOU

*Le Ministre des Eaux et Forêts*  
Martin MABALA

*Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique, chargé de la Réforme de l'Etat*  
Blaise LOUEMBE

*Décret n°0699/PM du 19 octobre 2010 portant mise en place d'une administration provisoire de la société SIFRIGAB*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°0804/PR du 19 octobre 2009 fixant la composition du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°12/82 du 24 janvier 1983 portant organisation de la tutelle de l'Etat sur les établissements publics, les sociétés d'Etat, les sociétés d'économie mixte et les sociétés à participation financière publique ;

Vu la loi n°1/96 du 13 février 1996 fixant les règles de privatisation des entreprises du secteur public ;

Vu la décision n°0958/MECIT/CABM/SG/CP du 29 mars 2010 portant missions additionnelles du comité de privatisation ;

Vu le contrat de concession conclu entre la société SIFRIGAB et la société SIFRIGAB pêche ;

Vu le plan de relance progressive proposé par le comité de privatisation et la Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture ;

Vu les nécessités de services ;

#### DECRETE :

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent décret, pris en application des dispositions de la loi n°1/96 du 13 février 1996 susvisée, porte mise en place d'une administration provisoire de la société SIFRIGAB.

**Article 2** : La société SIFRIGAB est mise en administration provisoire.

**Article 3** : l'administration provisoire est chargée de conduire le plan de redressement de la SIFRIGAB, d'y établir une organisation et des procédures adéquates de travail.

A ce titre, elle est notamment chargée :

- de réhabiliter l'outil de production de la SIFRIGAB ;
- de relancer la production tant au niveau de la base industrielle de Port-Gentil que de l'usine de traitement du poisson d'OWENDO ;
- d'organiser la commercialisation de la production et d'effectuer des investissements nécessaires à la production de la société ;
- d'assurer le règlement de la dette de la société ;
- de procéder au recouvrement des créances ;
- de mettre en place la nouvelle organisation de l'entreprise.

**Article 4** : L'ensemble du personnel de l'entreprise est placé sous l'autorité de l'administration provisoire.

**Article 5** : Monsieur Félix ONKEYA est nommé Administrateur Provisoire de la société SIFRIGAB. Il est assisté d'une équipe dans l'accomplissement de sa mission.

**Article 6** : Dès sa prise de fonction, et pour les besoins de sa mission, l'Administrateur Provisoire a tous pouvoirs pour agir au nom et pour le compte de la société.

**Article 7** : Les actes, droits et actions concernant le patrimoine de la société SIFRIGAB sont accomplis pendant la durée de l'administration provisoire par l'Administrateur Provisoire, agissant en lieu et place des organes sociaux.

**Article 8** : L'Administrateur Provisoire établit tous les trois mois, un rapport sur l'activité et la situation financière de l'entreprise dont il adresse copie au Ministre chargé de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme.

**Article 9** : La rémunération de l'Administrateur Provisoire est déterminée d'accord partie entre le Ministre chargé de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme et l'Administrateur Provisoire.

**Article 10** : Par l'effet du présent décret, les missions dévolues aux organes dirigeants de la société SIFRIGAB sont suspendues.

**Article 11** : Le présent décret sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 19 octobre 2010

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat

Ali BONGO ONDIMBA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement*  
Paul BIYOGHE MBA

*Le Ministre de l'Economie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme*  
Magloire NGAMBIA

*Le Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique, chargé de la Réforme de l'Etat*  
Blaise LOUEMBE

*Décret n°0702/PR/MTEPS du 21 octobre 2010 portant institution et organisation de l'Inspection Spéciale du Travail chargée du Secteur Pétrolier*

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT ;

Vu la Constitution ;

Vu le décret n°0804/PR du 19 octobre 2009 fixant la composition du Gouvernement de la République, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°20/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat ;

Vu la loi n°1/2005 du 4 février 2005 portant Statut Général de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°8/91 du 26 septembre 1991 portant Statut Général des Fonctionnaires, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°3/94 du 21 novembre 1994 portant Code du Travail de la République Gabonaise, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n°14/2005 du 8 août 2005 portant Code de Déontologie de la Fonction Publique ;

Vu la loi n°6/75 du 25 novembre 1975 portant Code de Sécurité Sociale ;

Vu le décret n°221/PR/MTE du 6 février 1984 portant attributions et organisation du Ministère du Travail et de l'Emploi ;

Vu le décret n°001189/PR/MRH du 19 juillet 1985 fixant les attributions et l'organisation du Ministère des Ressources Humaines ;

Vu le décret n°1113/PR/MSSDE du 9 août 1982 fixant les attributions et l'organisation du Ministère de la Sécurité Sociale et du Bien-être ;

Vu le décret n°000741/PR/MTE/MEFBP du 22 septembre 2005 fixant les modalités de répression des infractions en matière de travail, d'emploi, de sécurité et de santé au travail ainsi que de sécurité sociale ;